



GREEN
CLIMATE
FUND



Programme Continental d'Investissement dans le secteur de l'Eau (PIA)

Projet de préparation GCF multi-pays de l'Union Africaine pour l'accélération des investissements en eau résilients au climat en Afrique (AU AIP Multicountry GCF Readiness Project)

TERMES DE REFERENCE DE RECRUTEMENT D'UN(E) CONSULTANT(E) NATIONAL (LE) POUR LA MISSION D'ELABORATION DES NOTES CONCEPTUELLES DES PROJETS D'INVESTISSEMENT AU MALI POUR SOUSSION AU FONDS VERT POUR LE CLIMAT

1. CONTEXTE DU PROGRAMME CONTINENTAL D'INVESTISSEMENT DANS L'EAU EN AFRIQUE (AIP)

Le 6 septembre 2023, les Chefs d'État et de Gouvernement africains se sont engagés à soutenir la mise en œuvre du **Programme Continental d'Investissement dans l'Eau en Afrique (AIP)**, dans le cadre de la Déclaration de Nairobi sur le Changement Climatique ([Nairobi Declaration on Climate Change](#)).

L'Afrique est hautement vulnérable au changement climatique, ce qui devrait avoir un impact significatif sur l'eau, avec une augmentation des sécheresses, des inondations, de la rareté de l'eau et des maladies hydriques. Malgré cette vulnérabilité marquée, de nombreux pays africains disposent d'une capacité limitée pour accéder aux financements climatiques destinés aux investissements stratégiques dans l'eau.

L'accès aux financements climatiques pour la sécurité de l'eau en Afrique est essentiel pour atteindre les objectifs de la Stratégie et du Plan d'Action de l'Union Africaine (UA) sur le Changement Climatique et le Développement Résilient (2022-2032) ([AU Climate Change and Resilient Development Strategy and Action Plan](#)), qui reconnaît la nécessité de renforcer les systèmes hydriques résilients au climat sous l'Axe 2: Adoption de trajectoires vers un développement résilient et transformateur face au climat.

Le Programme Continental d'Investissement dans l'Eau en Afrique (AIP) soutient la mise en œuvre de cette stratégie. L'AIP a été adopté lors de la 34^e Session Ordinaire de l'Assemblée des Chefs d'État et de Gouvernement de l'UA le 7 février 2021, dans le cadre du Plan d'Action Prioritaire 2 du Programme pour le Développement des Infrastructures en Afrique (PIDA). La Stratégie de l'UA sur le Changement Climatique et le Développement Résilient (2022-2032) reconnaît l'AIP comme une initiative phare pour la transformation des systèmes hydriques.

La mise en œuvre des investissements en eau en Afrique est nettement en deçà des objectifs fixés pour répondre aux besoins sociaux et économiques croissants du continent. On estime qu'au moins 30 milliards USD supplémentaires par an d'ici 2030 doivent être investis pour atteindre l'Objectif de Développement Durable (ODD) 6 sur l'eau et l'assainissement. Actuellement, seuls 10 à 19 milliards USD sont investis chaque année.

L'AIP vise à combler le déficit d'investissement en eau, en mobilisant au moins 30 milliards USD supplémentaires par an d'ici 2030 et en créant cinq millions d'emplois pour contribuer à la Vision Africaine de l'Eau 2025 et aux cibles des ODD liées à l'eau d'ici 2030.

L'AIP repose sur **cinq piliers** visant à **réduire le déficit d'investissement en eau en Afrique**:

- a) **Panel international de haut niveau de l'UA-AIP sur les investissements dans l'eau en Afrique** – Ce Panel international de haut niveau sur les investissements dans l'eau en Afrique a été créé en 2022, réunissant des Chefs d'État actuels et anciens ainsi que des leaders mondiaux. En 2023, le Panel a soutenu l'UA dans le développement et le lancement du rapport Africa's Rising Investment Tide et du Plan d'Action pour l'Investissement dans l'Eau en Afrique, qui proposent des voies d'action concrètes pour aider les pays à mobiliser au moins 30 milliards USD supplémentaires par an d'ici 2030 pour la mise en œuvre de l'AIP.
- b) **Tableau de bord (Scorecard) des investissements en eau AIP-PIDA** – Le Tableau de bord des investissements en eau AIP-PIDA vise à améliorer la responsabilité mutuelle, la transparence et l'efficacité des financements et investissements hydriques. Cet outil aide les pays à suivre les progrès, établir des références, identifier les blocages et prendre des mesures pour répondre aux besoins en investissements hydriques de l'Afrique. Il a été adopté par l'AUDA-NEPAD en février 2022 et a été développé et testé dans 10 pays en 2023, avant son déploiement à l'échelle des États membres de l'UA.
- c) **Programmes d'investissement en eau aux niveaux régional et national** – L'AIP soutient les États membres de l'UA dans le développement de programmes nationaux d'investissement en eau, visant à combler le déficit d'investissement. De nombreux pays africains sont extrêmement vulnérables à la variabilité climatique et souffrent de capacités institutionnelles faibles, d'infrastructures hydriques inadéquates et de systèmes d'information insuffisants pour assurer une gestion efficace de l'eau. Les programmes nationaux d'investissement en eau visent à combler ces lacunes, en s'appuyant sur les enseignements tirés du Tableau de bord AIP-PIDA.
- d) **Facilité Internationale d'Investissement Mixte AIP** – L'AIP évaluera la nécessité d'une Facilité Internationale d'Investissement Mixte, pour aider les pays à mobiliser l'Aide Publique au Développement (APD) et des financements sous forme de subventions, afin de réduire les risques liés aux investissements hydriques prioritaires à travers divers instruments et sources financières innovants. Ceux-ci incluent les fonds souverains, garanties, financements commerciaux, investisseurs institutionnels, fonds de capital-investissement, fondations, investissements d'impact basés sur la valeur et financements climatiques.

e) **Égalité de genre et autonomisation des femmes et des filles dans l'investissement en eau**

Le **Programme de Développement Climatique Transformateur pour l'Eau et le Genre (AIP WACDEP-G)** vise à développer des outils permettant aux gouvernements de traiter les inégalités systémiques dans la prise de décision, la planification et la mise en œuvre des investissements. Il favorise une approche transformatrice des institutions, structures et relations sociales. L'AIP WACDEP-G a été testé dans cinq pays africains entre 2020 et 2024, avec une prévision d'expansion à d'autres pays du continent.

2. CONTEXTE DU PROJET AU AIP MULTICOUNTRY GCF READINESS

La République du Mali fait partie des quinze (15) pays bénéficiaires de la première phase du Projet « Appui à la Préparation au FVC du Programme Multi-Pays de la Commission de l'Union Africaine pour Accélérer le Programme d'Investissement dans l'Eau (AU AIP Multicountry GCF Readiness Project) ». Le projet est financé par le Fonds Vert pour le Climat (FVC) pour un montant total de Six Millions Cent Soixante Quatre Mille Cinquante Trois (6 164 053) Dollar US. Il est mis en œuvre par la Commission de l'Union Africaine à travers le Partenariat Mondial de l'Eau (GWP) en Afrique Australe (GWPSA) et l'Unité de Coordination du GWP en Afrique (UC-GWP Afrique).

L'objectif général du projet est de renforcer les capacités des pays participants à planifier les investissements en eau résilients au climat et à préparer des projets pour entreprendre des actions climatiques. Cet objectif sera atteint à travers les interventions suivantes:

- Renforcer la capacité des pays en matière de programmation des financements climatiques et d'accès direct aux ressources du GCF, avec un accent sur les actions climatiques liées à l'eau ;
- Améliorer les cadres stratégiques de planification des investissements en eau résilients au climat, en développant des programmes d'investissement en eau ;
- Développer les pipelines de projets nationaux, à travers l'élaboration de notes conceptuelles ;
- Mettre en place une plateforme continentale de connaissances et d'investissement, pour faciliter l'apprentissage et les investissements en matière de sécurité de l'eau en Afrique.

3. JUSTIFICATION DE LA MISSION

Ces dernières décennies, la croissance démographique (3,6 %/an) et les contraintes climatiques ont entraîné au Mali, une surexploitation et une dégradation de ressources naturelles y compris les ressources en eau du pays. Les deux tiers du pays sont arides et semi arides dominés par les problèmes de désertification. Les risques anthropiques et naturels se sont accrus avec l'intensification des effets des changements climatiques (sécheresses à répétition, inondations, vents forts, feux de brousse, déstabilisation du régime des pluies), et avec l'augmentation des niveaux de pollution des eaux de surface et des nappes phréatiques profondes près des lieux de concentration de population,

réduisant ainsi la disponibilité de l'eau pour tous les usages avec un impact sur la vie aquatique dans les rivières, les lacs, et les aquifères.

Aujourd'hui, cette situation engendre la pénurie, le stress et la crise liés à l'eau dans le pays, amplifie et complique davantage les défis politiques, légaux, environnementaux, institutionnels, financiers et économiques auxquels le pays est confronté dans la gestion et le développement de leurs cours d'eau, lacs et aquifères. Elle touche de manière disproportionnée les personnes vulnérables et marginalisées, et accentue les inégalités entre les hommes et affecte les milieux naturels.

Face à cette situation, l'accès aux financements climatiques, notamment ceux du FVC, est crucial pour soutenir les efforts d'adaptation et renforcer la résilience du pays. Pour ce faire, la République du Mali a planifié dans le cadre de la mise en œuvre du projet AU AIP Multicountry GCF Readiness au titre de l'année 2025, l'élaboration de deux (02) notes conceptuelles de projets à soumettre au Secrétariat Exécutif du Fonds Vert pour le Climat en vue de mobiliser les ressources financières nécessaires pour la satisfaction des besoins en eau des communautés pour tous les usages et une meilleure gestion des risques climatiques liés à l'eau.

Dans ce cadre, deux (02) idées de projet d'investissement ont été identifiées par les parties prenantes du secteur de l'eau au Mali. Il s'agit de:

- (i) Optimisation des Pratiques Agricoles Intelligentes Face au Climat par l'Irrigation Résiliente, les Petits Barrages et la Récupération des Eaux (Crue et Usées) dans la Région de Kayes ; et
- (ii) Infrastructures de contrôle des crues dans le bassin de Bani moyen et pour renforcer la résilience des communautés locales et des écosystèmes face aux impacts du changement climatique.

Deux pré notes conceptuelles ont été développées sur la base des idées de projets définies et il reste à élaborer les notes conceptuelles à soumettre au Fonds Vert pour le Climat.

Une liste d'idées de projet a déjà été élaborée, tirée de la Politique Nationale de l'Eau (PNE), de la Contribution Déterminée au Niveau National (CDN) et du Plan National d'Adaptation (PNA) et les zones d'interventions sont connues.

De ce qui précède, l'Unité de Coordination du projet AU AIP Multicountry GCF Readiness sollicite les services d'un(e) Consultant(e) national(e) pour la conduite de la « Mission d'élaboration des notes conceptuelles des projets d'investissement au Mali pour soumission au Fonds Vert pour le Climat ».

Les présents termes de référence donnent un aperçu du contexte, des objectifs et des résultats attendus, de la méthodologie ainsi que des modalités de réalisation de la mission.

4. OBJECTIFS DE LA MISSION

L'objectif principal de cette mission est de soutenir les efforts de mobilisation des ressources financières pour des investissements résilients dans le secteur de l'eau au Mali à travers le développement des notes conceptuelles sous le format du GCF et qui

doivent répondre aux exigences et critères d'investissement du GCF. De façon spécifique, il s'agit de:

- Élaborer et faire valider, par l'AND et les partenaires, deux (02) notes conceptuelles intégrant des perspectives inclusives (genre) et conformes aux exigences du Fonds Vert pour le Climat (GCF);
- Réaliser les études de pré faisabilité, y compris des évaluations précoces de l'égalité des sexes et de l'inclusion sociale, pour accompagner la soumission des deux (02) notes conceptuelles au GCF;
- Appuyer l'identification des Entités Accréditées (AE) appropriées pour soutenir la soumission et le développement ultérieur des requêtes de financement et appuyer le l'AND et le GWP pour l'engagement de ces entités.

5. RESULTATS ATTENDUS DE LA MISSION

Les principaux résultats attendus de la mission sont:

- Deux (02) notes conceptuelles de projets d'investissement dans le secteur de l'eau au Mali, axés sur la résilience au changement climatique, intégrant des perspectives genre et conformes aux exigences du Fonds Vert pour le Climat (GCF) sont élaborées et validées par l'AND et les partenaires.
- Les études de pré faisabilité, y compris des évaluations précoces de l'égalité des sexes et de l'inclusion sociale, sont réalisées pour accompagner la soumission des deux (02) notes conceptuelles au GCF;
- Des Entités Accréditées (AE) appropriées sont identifiées pour soutenir la soumission et le développement ultérieur des projets identifiés.

6. MANDAT DU/DE LA CONSULTANT(E) NATIONAL(E)

Les principales tâches du/de la consultant(e) national(e) sont les suivantes:

- **Mission Générale:**

La Mission Générale du/de la consultant(e) national(e) est de fournir une expertise et un appui technique essentiels pour l'élaboration des deux (02) notes conceptuelles de projets d'investissement dans le secteur de l'eau résilient au changement climatique au Mali, en vue d'un financement potentiel du Fonds Vert pour le Climat (GCF).

- **Responsabilités et Tâches Spécifiques:**

- **Soutenir l'engagement et la consultation des parties prenantes nationales:**
Le/la consultant(e) national(e) jouera un rôle clé dans la mobilisation, la coordination et la facilitation des interactions avec/entre les acteurs clés du secteur de l'eau au Mali. Sa connaissance du contexte local, des acteurs et des dynamiques sera essentielle pour assurer une participation efficace et inclusive. Il/elle contribuera à créer une compréhension partagée des objectifs et des activités et envisagées par les projets.

- Le/la consultant(e) national(e) apportera son expertise technique et sa connaissance du contexte malien pour l'élaboration et le développement des notes conceptuelles. Il/elle assurera la collecte et l'analyse d'informations et la rédaction des notes conceptuelles et leurs études de pré faisabilité en collaboration avec les experts du GWP.
- **Intégrer la dimension genre:** Le/la consultant(e) national(e) apportera son expertise, en collaboration à l'expert Genre du GWP, sur les aspects liés au genre dans le contexte malien pour l'élaboration de l'évaluation préliminaire genre en veillant à ce qu'elle soit alignée aux exigences du FVC.
- **Assurer l'organisation et la facilitation de l' atelier de lancement:** Le/la consultant(e) national(e) assurera la planification, l'organisation et la facilitation de l'atelier de lancement au Mali, en veillant à une participation adéquate des acteurs nationaux et en contribuant à l'atteinte des objectifs de l'atelier. Il/elle devra collecter toutes les contributions des participants pour les intégrer dans la révision des notes conceptuelles en fonction des commentaires reçus. Il/elle pourra également faciliter les missions de lancement sur le terrain. Le/la Consultant (e) coordonnera l'organisation de ces ateliers étroitement avec le Coordinateur Technique National
- **Assurer l'organisation et la facilitation de l' atelier de validation:** Le/la consultant(e) national(e) assurera à l'organisation de l'atelier de validation des notes conceptuelles et facilitera la participation des acteurs nationaux, en travaillant étroitement avec le Coordinateur Technique National.
- **Identifier les Entités Accréditées (AE) appropriées:** Fort de sa connaissance des institutions et des partenaires potentiels au Mali, le/la consultant(e) national(e) apportera son expertise pour identifier les AE les plus appropriées pour soutenir la soumission et le développement des projets. Il appuiera également l'AND, le Ministère en charge de l'Eau et le GWP dans la communication et l'échange avec les Entités Accréditées en vue de leur engagement dans le processus de soumission ultérieure des notes conceptuelles.

7. LIVRABLES ATTENDUS

- **Livrable 1:** Rapport de démarrage, comprenant entre autres, la note méthodologique approfondie, y compris le chronogramme d'exécution détaillé ainsi que la structuration de la rédaction de chacun des livrables attendus de la mission, etc. ;
- **Livrable 2:** Deux Notes conceptuelles et leurs études de pré faisabilité y compris l'analyse genre et l'évaluation environnementale et sociale conformes aux exigences du Fonds Vert pour le Climat (GCF).
- **Livrable 3:** Rapport sur l'identification des Entités Accréditées (AE) potentiellement appropriées pour soutenir les projets identifiés.

Tous les livrables seront fournis en langue française dans leur version provisoire et en langues française et anglaise dans leur version finale. P.S. Le consultant doit tenir compte de cet effort de traduction des livrables dans son offre.

8. DEMARCHE METHODOLOGIQUE DE CONDUITE DE LA MISSION

La démarche méthodologique de conduite de la mission du/de la consultant(e) national(e) s'articulera autour des étapes suivantes, en étroite collaboration avec le point focal de la Direction Nationale de l'Hydraulique et l'AND et sous la supervision du coordinateur technique national:

Phase i: Préparation et Familiarisation (Durée variable, chevauchant potentiellement d'autres phases)

- **revue documentaire:** Étude approfondie des termes de référence de la consultation, des documents de contexte relatifs au secteur de l'eau au Mali, des stratégies nationales de lutte contre le changement climatique, des directives du Fonds Vert pour le Climat (GCF) et de tout autre document pertinent fourni.
- **réunion de lancement interne:** Participation à une réunion de lancement avec le point focal de la Direction Nationale de l'hydraulique, l'AND et GWP pour clarifier les rôles et responsabilités, la méthodologie globale, le calendrier et les attentes spécifiques pour le consultant national.
- **plan de travail détaillé:** Élaboration d'un plan de travail détaillé précisant les activités, les échéances et les responsabilités du consultant national.
- **prise de contact initiale:** Identification et prise de contact initiale avec les principales parties prenantes nationales (ministères, agences gouvernementales, organisations de la société civile, etc.) pour préparer les consultations à venir.

Phases ii: Facilitation de l'Engagement et de la Consultation des Parties Prenantes Nationales (Itératif et continu)

- **identification des parties prenantes clés:** Cartographie et identification exhaustive des acteurs clés du secteur de l'eau concernées par les idées de projet au Mali et des Entités Accréditées (AE) nationales ou opérant au Mali.
- **élaboration d'une stratégie de consultation:** Contribution à l'élaboration d'une stratégie de consultation adaptée au contexte national, incluant les méthodes de communication, les formats des réunions et les mécanismes de participation.
- **organisation et facilitation de réunions et d'ateliers:** Organisation logistique et facilitation active des réunions bilatérales et des ateliers de groupe avec les parties prenantes nationales pour recueillir les informations sur les projets et les engager dans le développement et la validation des notes conceptuelles .
- **collecte et synthèse des informations:** Collecte proactive des informations pertinentes auprès des parties prenantes nationales et synthèse des discussions et des contributions pour le développement, la révision et la finalisation des notes conceptuelles et de leur études de préfaisabilité.
- **communication et suivi:** Maintien d'une communication régulière avec les parties prenantes nationales et suivi des engagements pris lors des consultations.

Phase iii: Contribution à l'Identification et à la Formulation des Idées de Projets (Collaboratif)

- **analyse du contexte national:** Application de sa connaissance approfondie du contexte malien pour analyser les besoins, les défis et les opportunités en matière de résilience au changement climatique dans le secteur de l'eau.
- **génération d'idées de projets:** Contribution active aux sessions de brainstorming et aux discussions pour identifier des idées de projets concrets et pertinents pour le Mali.
- **évaluation préliminaire des idées:** Évaluation préliminaire de la faisabilité, de la pertinence et de l'alignement des idées de projets avec les priorités nationales et les critères du GCF ou d'autres bailleurs.

Phase iv: Élaboration des Notes Conceptuelles (Collaboratif avec l'appui des experts du GWP)

- **fourniture d'informations spécifiques au contexte malien:** Apport d'informations contextuelles, de données statistiques, de cadres politiques et réglementaires pertinents pour le Mali afin de développer les notes conceptuelles selon les exigences du GCF, y compris la justification climatique, la théorie de changement, l'analyse genre, l'évaluation sociale et environnementale,
- Recueillir les informations relatives au genre qui permettent de réaliser les analyses préliminaires du genre et d'intégrer le genre dans la théorie du changement et les activités du projet,
- Si nécessaire, visiter la zone du projet et consulter les parties prenantes et les bénéficiaires locaux pour recueillir des données supplémentaires afin de garantir la faisabilité et l'adéquation du projet conceptualisé avec les besoins et les priorités locaux,
- Décrire la structure institutionnelle et les modalités de mise en œuvre du projet et les responsabilités de chacun des acteurs,
- Préparer un budget détaillé pour les activités, y compris les ressources de cofinancement et la structure financière du projet,
- En partant des versions préliminaires préparées par les experts du GWP, contribuer à la finalisation des notes conceptuelles y compris à travers la rédaction/renforcement des sections de la note et l'intégration des contributions des différentes parties prenantes au cours du processus de consultation,
- Élaborer des études de préfaisabilité, des rapports d'évaluation des risques environnementaux et sociaux et des analyses genre sommaires pour accompagner la soumission des notes conceptuelles au GCF.

Phase v: Identification des Entités Accréditées (AE) Appropriées (Collaboratif)

La préparation des notes conceptuelles et l'identification des Entités Accréditées (EA) sont étroitement liées et doivent s'informer mutuellement. Le(a) consultant(e) entreprendra une cartographie des entités accréditées potentielles qui peuvent soutenir

la soumission de la note conceptuelle, expliquera les motivations pour la sélection de ces EA et priorisera les EA les plus appropriées qui devraient être contactées en premier. En collaboration avec le GWP, le Ministère en charge de l'Eau et l'AND, le consultant soutiendra les échanges avec les EA potentielles afin de s'assurer de leur engagement à développer ultérieurement la requête de financement du projet et la soumettre au FVC. Pour cette phase, entre autres, le(a) consultant(e) devra:

- Echanger avec le GWP, le Ministère en charge de l'Eau et l'AND et d'autres parties prenantes pour identifier les entités accréditées potentielles à cibler,
- Établir l'ordre de priorité des EA potentielles à contacter en premier en proposant une liste de critères qui sera approuvée par le GWP,
- Soutenir le Ministère en charge de l'Eau, l'AND et le GWP dans leurs échanges avec l'EA potentielle afin d'obtenir son engagement, y compris par la préparation de notes/documents.
- Explorer avec l'EA potentiel les sources de financement possibles pour le développement complet de la requête de financement
- Étudier les sources possibles de cofinancement du projet,
- Identifier et suggérer des partenaires potentiels pour l'exécution du projet,
- suggérer une organisation institutionnelle cohérente et une structure financière du projet.

Phase vi: Reporting et Communication (Continu)

- **réunions régulières:** Participation aux réunions régulières de l'équipe de consultation pour partager les progrès, discuter des défis et coordonner les activités.
- **rapports d'activités:** Soumission de rapports d'activités périodiques conformément aux termes de référence.
- **communication proactive:** Maintien d'une communication proactive avec l'équipe du projet

9. EXIGENCES EN MATIERE DE SUIVI/ RAPPORTS

Livrables	Nombre de jours	Pourcentage du montant total pour chaque produit livrable
Rapport de démarrage, comprenant entre autres, la note méthodologique approfondie, y compris le chronogramme d'exécution détaillé ainsi que la structuration de la rédaction de chacun des livrables attendus de la mission, etc. ;	5 jours	20%
Les notes conceptuelles, intégrant des informations et des données spécifiques au Mali (les études de préféabilité existante, l'évaluation de la vulnérabilité, impacts du changement climatique dans la zone du projet) et une note conceptuelle, intégration d'éléments et d'indicateurs sensibles au genre	15 jours	30%
Rapport sur les Entités Accréditées (AE) appropriées (Liste des AE nationales et/ou ayant une forte présence au Mali, potentiellement appropriées pour soutenir les projets identifiés.	5 jours de travail	20%
Rapport de Synthèses de la consultation	5 jours de travail	30%

10. PROFIL DU/DE LA CONSULTANT(E) NATIONAL(E)

Pour la conduite de la mission, il est recherché un(e) Consultant(e) national(e) ayant le profil ci-après:

- être titulaire d'un diplôme universitaire avancé (Master, ou Doctorat) en économie, finance, gestion de l'environnement, ressources en eau, changement climatique, ou domaine connexe ;
- avoir au moins 10 ans d'expériences dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des projets de développement, d'adaptation ou de renforcement de la résilience au changement climatique ;
- avoir conduit au moins le développement de deux (02) notes conceptuelles de projet d'adaptation ou de renforcement de la résilience aux changements climatiques soumises au FVC, au Fonds d'Adaptation, ou au FEM ou autres bailleurs de fonds ;

- avoir une expérience avérée dans la facilitation des processus inclusifs de consultation de parties prenantes ;
- avoir une bonne connaissance de la dimension Genre et inclusion sociale et son intégration dans les projets climatiques ;
- avoir de solides compétences à travailler avec des organisations internationales, des organisations bilatérales de développement, des Organisations de la Société Civile (OSC) ou le secteur privé ;
- avoir des capacités de recherche et d'analyse est essentiel ;
- avoir une maîtrise parfaite du français. La maîtrise de l'anglais parle et écrit est un grand atout.

11. AUTRES COMPETENCES EXIGÉES

- **Professionalisme:** Capacité à planifier son propre travail et à gérer des priorités conflictuelles. Fait preuve de persévérance face à des problèmes ou des défis difficiles et reste calme dans des situations stressantes. Prend la responsabilité d'intégrer les perspectives de genre et de garantir la participation égale des femmes et des hommes dans tous les domaines de travail.
- **Communication:** Parle et écrit clairement et efficacement et fait preuve d'ouverture en partageant des informations et en tenant les gens informés.
- **Travail d'équipe:** Travaille en collaboration avec des collègues et des partenaires afin d'atteindre les objectifs de la mission.
- **Planification et organisation:** Développer des objectifs clairs qui sont cohérents avec les résultats attendus de la mission ; identifier les activités prioritaires et allouer le temps et les ressources nécessaires à la réalisation du travail ; utiliser le temps de manière efficace.
- **Responsabilité:** Assume toutes ses responsabilités et honore ses engagements ; fournit les résultats dont il est responsable dans le respect des normes de temps, de coût et de qualité prescrites ; agit en conformité avec les règles et règlements de l'organisation.
- La connaissance des questions de coopération technique et de développement est un avantage.
- Maîtrise parfaite de Word, Excel, PowerPoint, du courrier électronique et d'Internet.
- Capacité à effectuer la collecte et l'analyse de données en utilisant diverses méthodes.
- Bonne capacité en production de rapport avec d'excellentes compétences structurelles et rédactionnelles
- Avoir une bonne maîtrise du Français et, connaissance de l'Anglais, serait un atout

12. DUREE DE LA MISSION

La durée proposée pour la présente mission est de 30 hommes-jours au total répartis sur une période calendaire de 03 mois à partir de l'ordre de service de commencer, jusqu'à la remise des livrables finaux de la mission.

13. PRESENTATION DES OFFRES DE SOUMISSION

Les consultant(e)s intéressé(e)s et ayant les qualifications et expériences requises, sont invité(e)s à soumettre leur proposition comprenant:

- une **offre technique complète et conforme** aux présents termes de référence ;
- une **offre financière complète, conforme** aux présents termes de référence et sécurisée à l'aide d'un mot de passe ;
- Les Annexes 1, 2, 3 **dument remplis**
- un **document WORD/PDF** avec le mot de passe pour l'offre financière.

Les offres rédigées en langue française devront comporter, entre autres, les pièces suivantes:

Pour l'offre technique:

- La fiche de soumission datée et signée, mentionnant la disponibilité immédiate du/de la consultant(e), adressée à Monsieur le Secrétaire Exécutif du GWP-SA;
- la compréhension et les observations sur les termes de référence ;
- la méthodologie détaillée, envisagée pour la réalisation de la mission, décrivant les étapes, méthodes et outils proposés pour la production de chacun des livrables attendus ;
- le chronogramme détaillé des activités à mener pour chaque livrable ;
- le Curriculum Vitae détaillé soutenu des expériences en lien avec la mission, les preuves nécessaires et les diplômes du (de la) Consultant(e) ;
- une liste de missions similaires (avec les références du commanditaire, attestations de bonne fin d'exécution) du (de la) Consultant(e) ;
- Une déclaration sur l'honneur dûment remplie par le (la) Consultant(e) (**Annex 3**).

Pour l'offre financière:

- la lettre de soumission datée et signée et indiquant le montant de l'offre en chiffres et en lettres (**Annex 1**);
- un budget détaillé en lien avec les honoraires et frais ventilés par Homme/jour et par unité selon le cadre de présentation du budget (**Annex 2**).

Les dossiers doivent être adressés au Secrétaire Exécutif de GWPSA

Note sur la retenue à la source: GWPSA NPC Ltd (la société) doit, conformément à l'article 58 de la loi sur l'impôt sur le revenu du Botswana CAP 52: 01 (Loi), déduire une retenue à la source au taux par défaut de 15 % conformément à la convention de double imposition (DTAA) applicable pour tout autre pays.

L'impôt ainsi déduit doit être remis au Botswana Unified Revenue Service, et la société doit délivrer au bénéficiaire/entrepreneur des certificats fiscaux BURS, qui peuvent, selon les lois fiscales du pays de résidence de l'entrepreneur, être utilisés pour demander des crédits d'impôt étrangers.

14. DEPOT DES OFFRES DE SOUMISSION

Vos offres doivent nous parvenir au plus tard le 18 septembre 2025, à 17h00 (heure de Bamako), uniquement par email à: "GWP SA Procurement" à l'adresse email suivante: gwp saprocurement@gwp.org.

GWPSA évaluera les propositions reçues les unes par rapport aux autres selon les critères énoncés ci-dessous dans le tableau 1. GWPSA se réserve le droit de négocier tout aspect de votre proposition avant la conclusion d'un contrat pour la mission. GWPSA se réserve en outre le droit de rejeter toutes les propositions soumises sans donner de raison.

GWPSA peut interrompre ou suspendre sans responsabilité ou obligation envers tout soumissionnaire, y compris (sans limitation), toute responsabilité pour les coûts ou dépenses engagés par, ou les désagréments causés à, tout soumissionnaire. La proposition doit être rédigée en anglais. La proposition financière doit être exprimée en dollars américains et le paiement pour les services sera effectué dans la même devise.

15. EVALUATION DES OFFRES

La sélection des offres se fera en deux étapes: une première étape relative à l'évaluation des offres techniques suivie d'une seconde étape relative à l'évaluation des offres financières.

Offres techniques

L'évaluation et la comparaison des offres techniques se feront séparément et indépendamment de toute considération financière. Elles seront notées sur **100 points sur la base des critères mentionnés dans le tableau ci-dessous**.

Pour être éligible, l'offre technique du soumissionnaire doit obtenir la note minimale de 70 sur 100.

Offres financières

L'évaluation financière ne concernera que les offres des soumissionnaires pré-qualifiés après l'évaluation technique.

Les notes des offres financières (Nf) seront calculées comme suit:

Nf = 100 x Fm/F, avec:

- **Nf:** Note financière du soumissionnaire ;
- **Fm:** Proposition financière la plus basse des offres retenues techniquement ;
- **F:** Proposition financière du soumissionnaire.

Évaluation finale

Les offres seront classées en fonction de leur note globale (NG) selon la formule suivante:

NG = [Nt x (70%)] + [Nf x (30%)] avec:

- NG: Note globale ;
- Nt: Note technique ;
- Nf: Note financière.

Le choix du de la) Consultant(e) sera porté sur l'offre ayant obtenu la note globale (NG) la plus élevée.

Tableau: Barème de notation de l'offre technique

Éléments	Points
Compréhension et observations sur les termes de référence de la mission	10
Cohérence et pertinence de l'approche méthodologique et du chronogramme d'exécution de la mission	40
Références techniques du (de la) Consultant(e) national(e) • Diplôme universitaire avancé (Master, ou Doctorat) en économie, finance, gestion de l'environnement, ressources en eau, changement climatique, ou domaine connexe (10 points) • Développement au moins le développement de deux (02) notes conceptuelles de projet d'adaptation ou de renforcement de la résilience aux changements climatiques soumises au FVC, au Fonds d'Adaptation, ou au FEM ou autres bailleurs de fonds Expériences avérées de conduite de missions similaires (20 points) • Bonne compréhension de la dimension Genre et inclusion sociale et son intégration dans les projets climatiques (10 points) • Expérience de conduite de processus multi-acteurs (5 points) • Capacités de recherche et d'analyse sont essentielles (5 points)	50
Total	100

ANNEXE 1: MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

Objet de l'appel d'offres:

Je, soussigné (nom et prénom):

.....

Nationalité:

Agissant en qualité de:

.....

Raison sociale (si applicable):

.....

Adresse:

Inscrit au registre du commerce sous le n°

le.....Matricule fiscal:

1. Déclare sur l'honneur:

- n'avoir jamais été en liquidation judiciaire et n'avoir jamais fait l'objet d'aucune poursuite judiciaire pour quelques motifs que ce soit,
- m'engager à ne pas recourir, par moi-même ou par personne interposée, à des pratiques pouvant être qualifiées de malversation, de fraude ou de corruption dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution de la présente mission,
- m'engager dans le cas où mon offre est retenue, à respecter les procédures en vigueur au GWP-SA et l'obligation de réserve et du secret professionnel pour tous les faits et/ou informations que j'aurais à connaître ;

2. **Certifie** l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon offre ;

3. **Certifie** que je n'ai aucun lien de parenté avec aucune personne recevant une rémunération quelconque du GWP-SA or GWP-AO ;

4. **Reconnais** avoir pris connaissance que toute imprécision ou erreur et tout manquement pouvant être relevés dans le contenu de mon offre ainsi que le non-respect des conditions de participation, sont des causes de rejet de mon dossier de soumission.

Fait à.....le.....

Signature du (de la) Consultant(e)

ANNEXE 2: FICHE DE SOUMISSION DE LA PROPOSITION FINANCIERE

Offre adressée à:	
Date de l'offre financière:	
Objet du marché:	

Le prix total de notre offre est (USD): _____

Nous confirmons que les tarifs indiqués dans notre offre financière sont fixes et fermes pour la période de validité de 90 jours et ne feront l'objet d'aucune révision ou variation.

Offre financière autorisée par:

Signature: _____

Nom: _____

Position: _____

Date: _____

Autorisé pour et au nom de:

Le (la) _____

Consultant(e)

Signature du (de la) Consultant(e)

ANNEX 3: CADRE DE PRESENTATION DU BUDGET (EN \$)

N° PRIX	DESIGNATION	U	QTE	PRIX UNITAIRE EN \$	PRIX TOTAL EN \$
1	Honoraires				
1.1	Consultant National	H-J			
	TOTAL				

Fait à....., le.....2025

Le soumissionnaire

(Nom, prénom, signature)